

Mohamed Ben Salmane a mis en place plusieurs réformes pour limiter l'influence du clergé et moderniser la société saoudienne.



Transformation

Arabie saoudite : cet incroyable bras de fer gagné par MBS face aux religieux wahhabites

Le prince Mohammed ben Salmane a mis à l'écart les partisans de la ligne islamiste radicale et a cherché à remodeler l'islam dans un pays longtemps considéré comme exportateur de radicalisme.

Atlantico : Mohammed Ben Salmane semble vouloir faire entrer l'Arabie saoudite dans le XXI^e siècle en limitant le poids de l'orthopraxie religieuse wahhabite dans le royaume. Cela suscite-t-il des oppositions ? Quelle a été la réaction du grand mufti Sheikh Abdulaziz al-Alsheikh face à la levée de l'interdiction des divertissements publics en Arabie saoudite ?

Pierre Conesa : Deux remarques préalables une politique et une de technique de communication.

Chaque nouveau souverain saoudien est systématiquement annoncé comme « l'homme du changement ». Le fondateur de la dynastie a eu trente-deux épouses qui lui donnèrent quatre-vingt-neuf enfants (cinquante-trois fils et trente-six filles) dont Saoud Abdelaziz qui devint roi de 1953 à 1964 et qui le premier à être qualifié par la presse anglo-saxonne "comme « l'homme du changement ». Ce qui renvoie aux rapports entre ce pays et la presse internationale qui ne cherche pas à analyser la société de l'intérieur, mais comme un pays stratégiquement essentiel. Concernant MBS effectivement, il a pris quelques mesures de "libéralisation" : conduite automobile pour les femmes, spectacles, musique etc etc. Cela dit [en 2024, 338 exécutions capitales ont eu lieu dans le pays](#), quasiment le double de 2023 (172 exécutions) et 2022 (196 exécutions). La plupart des exécutions concernent des immigrés et

le trafic de drogue (une centaine depuis le début de l'année). Cela en fait le pays ayant exécuté le plus de prisonniers en 2024 par tête d'habitant (si je puis dire). On ne possède malheureusement pas d'informations sur des lapidations, peine réservée aux femmes adultères.

Il ne faut jamais oublier que la dynastie saoudienne n'a pas de légitimité religieuse (elle ne descend pas de la tribu du Prophète). Bien au contraire quand Ibn Saoud prend la Mecque il en chasse les descendants de la tribu du prophète qui vont se réfugier en Jordanie dont le Roi peut prétendre à une légitimité religieuse réelle ; donc le régime saoudien a instamment besoin de sa hiérarchie religieuse, d'où les financements à la diffusion du salafisme (d'autres appellent cela le Wahhabisme) sur l'ensemble du monde arabo-musulman. Ne jamais oublier l'attaque de la Grande Mosquée de la Mecque le 20 novembre 1979 par un groupe d'environ 200 fondamentalistes islamistes saoudiens et égyptiens souvent étudiants de l'Université Islamique de Médine.

Michel Fayad : Oui, les réformes de Mohammed ben Salmane (MBS) visant à limiter l'influence de l'orthopraxie wahhabite/salafiste, comme l'ouverture aux divertissements publics (concerts, cinémas, événements mixtes), ont suscité des oppositions significatives, principalement de la part de clercs conservateurs et de figures wahhabites qui y voient une menace pour les traditions religieuses strictes. Ces oppositions varient en forme et en intensité (déclarations publiques, critiques télévisées, etc.) plutôt que de former un front uni permanent. Par exemple, des prêcheurs influents comme Salman al-Oudah, Awad al-Qarni ou Ali al-Omari ont été arrêtés pour avoir critiqué ces changements ou refusé de s'y associer publiquement, notamment sur la question de l'accès des femmes aux événements sportifs et de l'assouplissement des règles vestimentaires. Ces oppositions sont souvent qualifiées de "fondamentalistes" par les partisans des réformes, mais elles reflètent une résistance à des déviations perçues des interprétations islamiques strictes.

Cependant, ces réformes ne signifient pas un abandon doctrinal complet du wahhabisme : le régime a plutôt cherché à recentraliser et instrumentaliser l'autorité religieuse au service de l'État et de sa stratégie, adaptant l'idéologie pour un contrôle plus centralisé tout en réprimant les voix critiques. Des sources pro-réformes, souvent financées directement ou indirectement par le régime, le présentent comme une modernisation authentique, tandis que des analyses critiques y voient une façade pour consolider un pouvoir autoritaire et attirer les investissements étrangers, tout en réprimant violemment toute voix critique au sein de la société saoudienne.

Le grand mufti Sheikh Abdulaziz al-Alsheikh a adopté une position prudente : en 2017, il a déclaré que l'ouverture de cinémas et de concerts "pourrait ouvrir la porte à la corruption", tout en rappelant que ces décisions relevaient du gouvernement, signe de sa prudence et de sa soumission au pouvoir exécutif. Il a exprimé des réserves sur la réouverture des cinémas et concerts, sans s'opposer publiquement au prince héritier, et son influence a diminué au profit d'un appareil religieux davantage encadré par le pouvoir. Le clergé officiel, désormais

étroitement contrôlé par le pouvoir, évite toute confrontation directe. En revanche, plusieurs prédicateurs indépendants ou influents ont été marginalisés, voire arrêtés, ce qui marque une diminution de leur rôle consultatif traditionnel dans le royaume.

Cette répression illustre comment MBS poursuit les objectifs historiques politico-religieux de la dynastie Saoud tout en exerçant un contrôle accru sur l'interprétation religieuse, afin de projeter l'image qu'il souhaite du régime à l'intérieur et à l'étranger, tout en neutralisant toute contestation et en empêchant toute remise en question du régime.

Quelles réformes Mohammed ben Salmane a-t-il mises en place pour limiter l'influence du clergé et moderniser la société saoudienne ? Ces réformes sont-elles soutenues par le peuple saoudien ? Qu'est-ce qui relève de la réalité et de la communication ?

Pierre Conesa : Le danger à mon avis, vient moins de la hiérarchie wahhabite que des [Frères Musulmans](#) purement et simplement qualifiés de « terroristes » en Egypte (son lieu de naissance) en Arabie, en Jordanie, aux Emirats, à Bahrein etc (mais pas en France ni en Grande Bretagne où s'est regroupée la haute hiérarchie). Les FM qui finalement prêchent une réislamisation par le bas, est une force contestatrice en particulier contre la hiérarchie wahhabite qui de ce fait est devenue solidaire de la monarchie. Je ne peux pas vous dire comment l'opinion intérieure réagit.

La LIM fut une création saoudienne en 1962 contre la Ligue arabe créée par Nasser, siège à Riyad. Faut-il en attendre quelque chose de nouveau ? Le nouveau secrétaire général de la Ligue : Mohammad Abdelkarim Al-Issa est l'ancien ministre saoudien de la Justice, qui a fait en 2014 Raef Badawi à 1 000 coups de fouet et 10 ans de prison[[]. C'est un organisme de soft power qui dispose de beaucoup d'argent.

L'arrestation de temps à autre d'un prédicateur comme Salman al Oudah est à mon avis faite comme pique de rappel pour l'ensemble de la hiérarchie religieuse. À l'issue d'un procès qui s'est déroulé en secret devant le Tribunal pénal spécial en 2018, on lui reprochait 37 chefs d'accusation, notamment d'avoir soutenu les manifestations du Printemps arabe et appelé à la libération de prisonniers en Arabie saoudite sur les réseaux sociaux. Il est détenu à l'isolement depuis sept ans, mauvais état de santé et perte de la moitié de son audition et de sa vision. Le ministère public avait requis la peine de mort à son encontre.

Michel Fayad : MBS a mis en place plusieurs réformes pour limiter l'influence du clergé et moderniser la société saoudienne, telles que la réduction effective des pouvoirs de la police religieuse (mutawa), qui ne peut plus arrêter ni patrouiller pour imposer les restrictions de la charia ; l'autorisation pour les femmes de conduire (2018), d'assister à des événements mixtes et de voyager sans tuteur (2019) ; l'ouverture de cinémas et de concerts après environ trente-cinq ans d'interdiction ; des restrictions sur les mosquées (notamment le volume des haut-parleurs limité à un tiers de leur maximum, en vigueur depuis 2021) ; des réorganisations administratives visant à centraliser certaines prérogatives religieuses sous

le contrôle ministériel/royal ; et l'arrestation de dizaines d'oulémas wahhabites influents pour réduire leur rôle autonome, dans des vagues de répression depuis 2017. Ces réformes s'inscrivent aussi dans le cadre de la Vision 2030, qui a vu la création de la General Entertainment Authority (GEA), instrument central de la libéralisation culturelle.

Ces réformes sont largement soutenues par le peuple saoudien, en particulier les jeunes et les classes urbaines, qui y voient une modération de l'islam et une modernisation économique (Vision 2030). La modernisation reste très contrôlée : il ne s'agit pas d'une libéralisation idéologique complète, mais d'une adaptation politique et économique. MBS n'a pas rompu avec le wahhabisme doctrinal ; il en a seulement restreint la visibilité publique et l'autonomie. Dans les zones rurales et conservatrices, ces réformes suscitent davantage de réticence, et la transformation culturelle demeure principalement urbaine.

Cependant, ce "soutien" est souvent influencé par un État policier où la dissidence est écrasée, et ces réformes servent principalement à projeter une image modérée pour attirer les investissements internationaux et manipuler la jeunesse, tout en préservant les fondements islamistes de la dynastie Saoud.

La communication officielle amplifie fortement l'image de modération, alors qu'en réalité le régime contrôle le discours religieux et réprime sévèrement toute dissidence, y compris les athées et les convertis au christianisme, souvent accusés de blasphème ou d'apostasie et exposés à des peines d'emprisonnement, de flagellation ou même de mort. L'homosexualité reste criminalisée et passible d'emprisonnement, de flagellation ou même de mort.

Bien qu'effectives, les réformes sont accompagnées de mesures répressives, rendant l'idée de "window dressing" une critique soutenue par des observateurs des droits humains pour masquer un régime autoritaire poursuivant ses objectifs politiques et religieux historiques sous un couvert de modernisation.

Comment la Ligue islamique mondiale (MWL) a-t-elle adapté son rôle depuis les attentats du 11 septembre 2001 ?

Michel Fayad : Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la Ligue islamique mondiale (MWL) a tenté de se repositionner comme une organisation promouvant un islam apparemment moins radical, en se distançant de son image historique d'exportation du wahhabisme extrémiste, mais cela reste largement perçu comme une façade communicationnelle sans rupture réelle avec les fondements doctrinaux islamistes. Elle s'est concentrée sur des initiatives humanitaires et sociales (aide aux victimes de guerres et de catastrophes, éducation des filles mais dans un cadre strictement islamique aligné sur des interprétations conservatrices de la charia), le dialogue interreligieux sélectif (mais sans application concrète en Arabie saoudite où les non-musulmans font face à des restrictions sévères), et une lutte contre le terrorisme (tout en maintenant une adhésion aux textes islamiques justifiant la violence contre d'autres religions et les personnes sans religion). Ces évolutions ont une composante réelle (congrès, déclarations, accords) mais

servent aussi la diplomatie et le soft power saoudiens, sans renoncer aux principes wahhabites sous-jacents.

Sous la direction du cheikh Dr. Mohammed Al-Issa depuis 2016, la MWL a modernisé sa gouvernance pour amplifier des programmes globaux contre l'extrémisme, en se présentant comme une voix unificatrice des musulmans, tout en maintenant une base islamique inchangée sur le plan doctrinal. Elle reste inféodée au régime de MBS, qui peut instrumentaliser son influence à des fins de soft power. Ce repositionnement apparent sert aussi les intérêts géopolitiques saoudiens, notamment dans les zones d'influence sunnites comme la Syrie, où des groupes soutenus par Riyad ont été impliqués dans des violences massives selon l'OSDH.

Entre le 8 décembre 2024 et le 6 septembre 2025, selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme (OSDH) cité par le chercheur Joshua Landis, 10 672 personnes (essentiellement de confessions alaouite, druze, chrétienne, chiite et ismaélienne) ont été tuées en Syrie par des forces de sécurité de Joulani et factions locales et étrangères affiliées — un chiffre qui illustre la persistance de la violence dans un pays où l'Arabie saoudite exerce une grande influence.

Ce repositionnement apparent sert donc autant la communication internationale que les intérêts géopolitiques de l'Arabie saoudite, sans rupture réelle avec le wahhabisme.

Pourquoi certains prêcheurs comme Salman al-Oudah ont-ils été arrêtés sous le règne de Mohammed ben Salmane ?

Michel Fayad : Des prêcheurs comme Salman al-Oudah ont été arrêtés sous le règne de MBS pour des raisons officielles incluant des liens présumés avec les Frères musulmans, des accusations d'"association avec des groupes hostiles", d'"incitation" ou d'"atteinte à la sécurité nationale", des appels perçus à la "terreur", de l'incitation à des révolutions internes et un soutien à des soulèvements arabes, ce qui est vu comme une menace pour la stabilité de l'État. Des sources conservatrices et familiales affirment que c'est également pour avoir "parlé vrai" contre les réformes (opposition à la charia stricte, prières pour des relations pacifiques avec le Qatar, après un tweet neutre sur la réconciliation).

En 2018, le parquet saoudien a même requis la peine de mort contre Salman al-Oudah, illustrant la sévérité extrême du régime face aux voix religieuses indépendantes.

Du point de vue officiel saoudien, ces arrestations visent à diminuer l'influence consultative indépendante des clercs wahhabites tout en maintenant une adhésion aux textes religieux fondamentaux : al-Oudah est accusé d'instrumentaliser l'islam à des fins politiques, ce qui s'oppose à la vision promue par MBS d'un islam dit "modéré" mais toujours profondément enraciné dans l'idéologie d'État wahhabite.

En réalité, ces arrestations illustrent la volonté du régime de neutraliser toute autorité religieuse autonome susceptible d'incarner un contre-pouvoir. MBS cherche à monopoliser

à la fois la légitimité politique et la légitimité religieuse. Les “réformateurs religieux” qui échappent au contrôle direct du pouvoir sont désormais perçus comme des menaces, même s'ils s'inscrivent dans la tradition islamique.

Cette purge impitoyable révèle le vrai visage de MBS : un dirigeant islamiste déguisé en réformateur, qui élimine toute opposition pour perpétuer les ambitions totalitaires de la dynastie Saoud, en utilisant la répression pour maintenir son emprise tout en projetant une fausse modération à l'[international](#).

Comment les jeunes Saoudiens abordent-ils désormais leurs problèmes du quotidien par rapport aux générations précédentes ? Sont-ils semblables aux jeunes des pays occidentalisés dans leurs rêves et leurs espoirs ?

Michel Fayad : Les jeunes Saoudiens abordent désormais leurs problèmes quotidiens avec une perspective plus individualiste et matérialiste comparée aux générations précédentes, qui étaient plus ancrées dans les valeurs collectives, la satisfaction et la résilience face aux pressions (bas salaires, éducation limitée). Aujourd'hui, certains d'entre eux font face à une anxiété liée à la comparaison sociale via les influenceurs (richesse rapide, luxe), à des formes de dépression liées aux attentes irréalistes (comme l'absence de biens de luxe) et à une fragilité émotionnelle amplifiée par l'instantanéité digitale (likes, snaps).

Ils sont similaires aux jeunes des pays occidentalisés dans leurs rêves (succès rapide, gadgets chers comme iPhones, voitures, voyages), mais avec une vulnérabilité accrue due à la transition rapide de la société saoudienne : ils aspirent à la modernité sans disposer des outils émotionnels et sociaux de leurs aînés, tout en restant influencés par les textes religieux sans rupture totale.

Leur rapport à la religion devient plus personnel et moins prescriptif : beaucoup continuent de se référer à la foi, mais sans en faire une norme sociale contraignante, bien que cela ne soit pas uniforme. Chez les jeunes diplômés urbains, on observe même une montée discrète du scepticisme religieux, rarement exprimée publiquement en raison des lois sévères sur l'apostasie.

Les jeunes Saoudiens partagent les aspirations des jeunes occidentaux — réussite, liberté individuelle, reconnaissance sociale — tout en évoluant dans un environnement politique autoritaire et religieux qui continue d'encadrer leurs comportements. La jeunesse saoudienne montre un fort intérêt pour la consommation, la technologie et les loisirs modernes, ainsi qu'un soutien significatif aux réformes économiques et culturelles, surtout en milieu urbain.

Cependant, cette "modernité" est en partie contrôlée et instrumentalisée par MBS, qui utilise les loisirs et la consommation pour apaiser la jeunesse, détourner l'attention des contraintes politiques et religieuses et éviter toute contestation contre le régime islamiste sous-jacent, tout en poursuivant les objectifs de domination historique de la dynastie

Saoud. MBS n'est donc pas un Gorbatchev musulman : il est un autocrate modernisateur, mais non un réformateur idéologique.